

# **Le processus souverainiste en Catalogne : entre crise institutionnelle et impasse politique**

**Alexandra PALAU**

Université de Bourgogne Franche-Comté

## **Résumé :**

Cet article interroge les facteurs qui ont conduit, à partir de 2010, à une radicalisation des revendications indépendantistes en Catalogne et à une situation de quasi-blocage institutionnel à travers une analyse des discours politiques des exécutifs catalan et madrilène et des nouveaux modes d'activité protestataire mis en place par la société civile. La complexité de cette crise qui pose le problème des limites du cadre constitutionnel de 1978 implique de prendre en compte les interactions qui se créent entre la sphère politique et la société civile au cours de ce cycle de mobilisations. La réflexion s'oriente donc à la fois sur les arguments convoqués dans le discours institutionnel mais aussi sur les nouvelles formes de contestation et d'engagement citoyen à partir du rôle joué par les associations culturelles catalanes dont la stratégie combine intensité émotionnelle et visibilité médiatique.

**Mots clés :** Indépendantisme, crise institutionnelle, discours politique, référendum, mobilisation citoyenne.

Depuis la mise en place de l'État des autonomies au moment de la Transition démocratique, le débat autour de la construction des identités nationales n'a cessé d'occuper le devant de la scène politique espagnole entraînant, ces dernières années, une polarisation du conflit centre-périphérie. Sous l'effet de la crise économique de 2008 et du mécontentement de l'opinion publique à l'encontre de la classe politique, les tensions entre le gouvernement central de Madrid et certaines Communautés autonomes se sont amplifiées. La structure administrative et territoriale des Communautés autonomes définie par la Constitution de 1978 et dont la fonction était considérée comme centrale dans l'édifice institutionnel est ainsi remise en cause. Pour preuve, la radicalisation de l'indépendantisme en Catalogne, laquelle, en contestant ce modèle de décentralisation, témoigne également de la complexité de la situation politique actuelle. Il conviendra de s'interroger sur les facteurs qui ont conduit à cette montée des revendications indépendantistes mais aussi sur les positionnements et les actions menées par les différents acteurs impliqués dans ce processus et la crise institutionnelle à laquelle il donne lieu. Une analyse qui oblige à prendre en considération les stratégies mises en œuvre par les traditionnels partis nationalistes catalans ainsi que les nouveaux modes d'expression des protestations liés à l'émergence de nouveaux partis comme

la CUP<sup>1</sup>, un parti d'extrême gauche antisystème et antieuropéen, sans omettre la mobilisation d'associations culturelles dont l'objectif est d'influencer les choix politiques.

Par ailleurs, l'on ne saurait saisir les enjeux à la fois politiques et communicationnels qui caractérisent ce contexte de quasi-blocage institutionnel sans procéder à une analyse des discours politiques d'Artur Mas. Président de la *Generalitat* entre décembre 2010 et janvier 2016, il s'est allié à la gauche indépendantiste afin de mettre en œuvre son projet de rupture avec l'Espagne. À l'origine du référendum d'autodétermination du 9 novembre 2014, déclaré illégal par le Tribunal constitutionnel, et pour lequel il a été condamné à deux ans d'inéligibilité, Artur Mas s'appuie, dans cette situation de crise, sur une rhétorique de type émotionnel centrée sur une victimisation du peuple catalan et l'expression d'un fort ressentiment à l'égard du gouvernement de Madrid. Ces questionnements nécessitent également de se focaliser sur le discours adverse en évoquant les arguments mobilisés et les réponses apportées par le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy. Il s'agit d'étudier quelles sont les dynamiques institutionnelles et politiques à l'œuvre alors que les tensions entre Madrid et Barcelone se sont exacerbées avec l'organisation d'élections autonomiques anticipées au Parlement catalan en septembre 2015, et que le nouveau gouvernement, dirigé par Carles Puigdemont, l'ancien maire de Gérone et membre de CDC<sup>2</sup>, entend appliquer la résolution du Parlement catalan votée en novembre 2015 déclarant « le début du processus de création de l'État catalan indépendant sous la forme d'une République ». Le président de la *Generalitat* décide par ailleurs, dans cette optique, de programmer l'organisation d'un référendum pour le « oui » ou pour le « non » à l'indépendance le premier octobre 2017.

## **1. La mise en place de nouveaux répertoires d'action**

L'arrivée au pouvoir en 2004 du socialiste José Luís Rodríguez Zapatero amorce une nouvelle étape quant aux négociations entre le gouvernement espagnol et certains gouvernements régionaux qui demandent un élargissement de leurs compétences. En Catalogne, l'objectif affiché par les dirigeants politiques<sup>3</sup> est de réformer le Statut de 1979 afin d'augmenter les niveaux d'autogouvernement tout en menant en parallèle une réflexion sur la définition de la

---

<sup>1</sup> Candidatura d'Unitat Popular (Candidature d'unité populaire).

<sup>2</sup> Convergència Democràtica de Catalunya (Convergence démocratique de Catalogne).

<sup>3</sup> Le projet de réforme du Statut d'Autonomie a été porté par le gouvernement tripartite. Il s'agit d'une coalition formée par le parti socialiste catalan (PSC), les indépendantistes de l'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) et le parti communiste/écologiste.

nation et de l'identité catalanes. Le nouveau texte dont le préambule met l'accent sur « la volonté des citoyens catalans » précise que la Catalogne est « une nation ». Il est d'abord approuvé par le Parlement catalan le 30 septembre 2005 (120 voix pour, 15 contre), puis par le Parlement espagnol le 30 mars 2006 (189 voix pour, 154 contre), malgré l'opposition du Parti populaire pour qui le Statut porte atteinte à l'intégrité territoriale de l'Espagne. Avant d'entrer en vigueur, le texte est soumis à référendum en juin 2006 en Catalogne, et recueille 73,9% des suffrages. Des résultats qu'il convient de nuancer en raison de la faible participation (49%) et qui témoignent, à ce moment-là, du manque d'intérêt de la société catalane pour cette question. Par ailleurs, loin de permettre une normalisation de la situation, le référendum déplace le débat sur le plan judiciaire<sup>4</sup> accentuant par là-même les tensions territoriales. De nombreux recours contre le Statut catalan dont celui du Parti populaire sont, en effet, déposés auprès du Tribunal constitutionnel. Lors du verdict, rendu en juin 2010, plusieurs articles qui portent notamment sur le caractère préférentiel de la langue catalane sur le castillan, la fiscalité et l'utilisation controversée du terme « nation » à la place du concept de « nationalité » sont déclarés comme étant non conformes à la Constitution. Le Tribunal rejette l'article portant sur la reconnaissance juridique d'une « nation catalane » car il est jugé contraire à la Constitution de 1978 qui déclare que « la souveraineté nationale appartient au peuple espagnol » (article 1).

Cette décision suscite une vive polémique et marque le point de départ d'une forte mobilisation citoyenne, au-delà des secteurs indépendantistes, impliquant la mise en place de nouvelles formes de contestation et d'engagement. S'ouvre alors une période hautement conflictuelle au cours de laquelle les tensions territoriales ne cesseront de s'accroître, fragilisant la gouvernabilité de l'Espagne. Dès le mois de juillet est organisée sous l'impulsion de l'*Omnium Cultural*<sup>5</sup>, un mouvement issu de la société civile qui œuvre en faveur de la langue et de l'identité catalanes, une importante manifestation autour du slogan « Nous sommes une nation. C'est nous qui décidons ». De par son ampleur, plus d'un million de personnes répondent à l'appel de cette association culturelle, la mobilisation soutenue par l'ensemble des partis à l'exception de *Ciudadanos* et du Parti populaire rappelle les deux manifestations historiques des *Diada*<sup>6</sup> de 1976 et 1977 au cours de la Transition

---

<sup>4</sup> FERNANDEZ GARCIA, Alicia, PETITHOMME, Mathieu, *Les Nationalismes dans l'Espagne contemporaine (1975-2011)*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 130-131.

<sup>5</sup> Fondée en 1961, l'*Omnium Cultural* est au départ une association semi-clandestine dont l'objectif est de défendre la culture catalane en mettant notamment en place des campagnes en faveur de l'enseignement du catalan.

<sup>6</sup> La fête nationale catalane, le 11 septembre.

démocratique, alors convoquées sous le slogan « Liberté, Amnistie, Statut d'autonomie<sup>7</sup> », une bannière commune à l'ensemble des Espagnols avec trois éléments considérés comme fondamentaux pour l'instauration et la consolidation de la démocratie. À eux seuls, ces différents mots d'ordre soulignent le changement de stratégie opéré, le souverainisme modéré laisse désormais place à un indépendantisme affiché. Par ailleurs, il est à noter le rôle moteur joué par les organisations culturelles, au cœur de l'activité protestataire, et dont les actions contribuent à forger un sentiment d'appartenance, une unité interne. Elles permettent également un rapprochement entre l'instance politique et la société civile dans une période marquée par une crise de confiance à l'encontre de la classe politique et une désaffection institutionnelle.

La création en 2012 de l'ANC (*Assemblea Nacional Catalana*), une association non partisane à l'origine directe de la montée du projet indépendantiste et qui place au centre de sa tactique organisationnelle « l'appel au peuple » répond à cet objectif. Pour fabriquer cette identité collective, l'ANC met en place des actions combinant intensité émotionnelle et visibilité médiatique. C'est dans cette optique que l'Association présidée par Carme Forcadell organise, avec l'aide de l'*Omnium Cultural*, les manifestations symboliques en faveur de l'indépendance lors des différentes *Diada* du Onze Septembre. Celle de 2012 réunit plus d'un million et demi de personnes à Barcelone et répond au refus du chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, d'accepter de négocier une autonomie fiscale pour la Catalogne. Une question qui a permis de mobiliser l'opinion publique d'autant que, sous l'effet de la crise économique, l'État espagnol a décidé de limiter les transferts de compétences vers les Communautés autonomes et d'exercer un contrôle accru sur leurs dépenses dans le but de limiter la dette publique. À ce propos, les nationalistes dénoncent des agissements contraires à la volonté de décentralisation énoncée dans la Constitution de 1978. Cependant, au-delà des arguments avancés, ce type de mobilisation citoyenne cherche également à bénéficier d'une résonance médiatique à travers la presse, la télévision publique mais aussi les réseaux sociaux. D'où, pour l'organisation de la *Diada* 2013, le projet de constituer une immense chaîne humaine, *la Via Catalana*, sur 400 kilomètres, du Perthus aux terres de l'Èbre rejoignant ainsi les limites nord et sud de la Catalogne. En 2014, une marée humaine de presque deux millions de personnes inscrit le « V » de la victoire entre *Gran Via* et l'avenue *Diagonal*, deux des principales artères de la capitale régionale.

---

<sup>7</sup> JULIA, Santos, « Catalanes en España », *El País*, 13 juillet 2015.

Des manifestations massives qui visent à susciter des sentiments d'adhésion et à renforcer la solidarité entre les participants. Par ailleurs, en s'appropriant l'espace public, ces actions collectives agissent comme de véritables démonstrations de force dans le but d'influencer la prise de décision politique. N'oublions pas en ce sens que le succès de la *Diada* 2012 ajouté à la pression de la rue incitent le président de la *Generalitat*, Artur Mas, à convoquer des élections anticipées au Parlement catalan en novembre 2012. Cependant, sa formation, CiU (*Convergència i Unió*) perd douze sièges alors que la gauche indépendantiste de l'ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya*) enregistre un succès et arrive en deuxième position. Un accord de gouvernement est signé avec l'ERC se donnant comme objectif commun l'organisation d'un référendum sur l'indépendance. Celui-ci, pourtant déclaré illégal par le gouvernement de Madrid, est programmé le 9 novembre 2014. À noter une nouvelle fois, au cours de la phase de préparation de cette consultation populaire, l'imbrication entre la société civile et la sphère politique qui se concrétise notamment à travers la création en juin 2013 d'une plateforme de défense du droit à l'autodétermination dont le nom « Pacte national pour le droit de décider » reprend le slogan des précédentes manifestations. Ce pacte vise à associer la société civile au processus souverainiste, au-delà des secteurs indépendantistes, et réunit autour de ce même projet le gouvernement, les partis politiques favorables à l'indépendance, les associations syndicales et patronales ainsi que les organisations culturelles. Les participants s'engagent à promouvoir le droit à l'autodétermination. En ce sens, la *Diada* 2014, prévue deux mois avant le controversé référendum est symbolique à plus d'un titre. Les slogans utilisés « Le 9 novembre, nous voterons. Le 9 novembre, nous gagnerons » et « Remplissons les rues pour remplir les urnes<sup>8</sup> » sont particulièrement significatifs à cet égard et relient explicitement la mobilisation à la consultation populaire. L'utilisation d'un « nous » collectif associé au côté festif de la manifestation au travers des chants et de la constitution d'un gigantesque drapeau catalan humain permet de renforcer la cohésion du groupe tout en faisant pression sur les acteurs politiques. Dans la même optique, ont été disposées sur la tribune centrale 947 urnes qui représentent les 947 municipalités appelées à organiser le référendum du 9 novembre. Ces rituels d'action collective témoignent d'un renouveau de l'engagement citoyen face à une demande de changements institutionnels.

Loin de faiblir, cette dynamique se poursuit lors des *Diada* 2015 et 2016 obligeant les deux dirigeantes de l'ANC et de l'*Omnium Cultural* à faire preuve d'inventivité pour continuer à mobiliser. Les messages véhiculés se radicalisent et le projet politique qui

---

<sup>8</sup> « 9N Votarem. 9N Guanyarem », « Omplim els carrers per omplir les urnes ».

accompagne les revendications indépendantistes se précise : il s'agit désormais en 2015 d'ouvrir « une voie libre vers la République catalane<sup>9</sup> ». La configuration du cortège, organisé à partir de dix axes symbolisant les champs d'action d'une future Catalogne indépendante (l'enseignement, la culture, la solidarité, l'égalité, la justice sociale, le développement durable, l'innovation technologique, la démocratie, etc.) représentés par différents collectifs tels que les syndicats, les organisations culturelles et féministes, vient en appui de ce mot d'ordre en tentant de lui conférer une dimension plus concrète. La manifestation, largement médiatisée, coïncide par ailleurs avec le début de la campagne pour les élections autonomiques du 27 septembre qui donnent une majorité parlementaire aux forces politiques indépendantistes. La coalition *Junts pel Sí* (« Ensemble pour le oui »), qui rassemble le parti conservateur *Convergència Democràtica de Catalunya* (CDC) d'Artur Mas et la gauche républicaine indépendantiste (ERC), remporte 62 sièges sur 135 auxquels s'ajoutent les 10 sièges obtenus par la CUP. Cependant, bien qu'ayant un caractère plébiscitaire, ces élections ne permettent pas au président sortant, Artur Mas, d'obtenir un nombre de voix suffisant pour l'investiture en raison de l'opposition de la CUP, laquelle lui reproche d'avoir mené une politique d'austérité et accuse le CDC d'être miné par les affaires de corruption, notamment celles concernant Jordi Pujol. Après d'interminables tractations, Artur Mas se voit contraint de céder la place à un autre membre de son parti, Carles Puigdemont. Cette situation de crise met en avant les différences idéologiques entre ces deux formations et révèle également l'impasse politique dans laquelle se trouve le camp indépendantiste après ces élections. Les résultats ne leur ont pas permis d'être majoritaires en nombre de voix et compliquent de ce fait le projet de rupture avec l'Espagne.

Telles des mises en scène où la fête nationale se transforme en une journée de revendication massive visant à soutenir le projet indépendantiste et à agir sur les comportements électoraux, ces mobilisations populaires sont au cœur de la vie politique catalane, désormais rythmée par les élections anticipées et les recours judiciaires devant le tribunal constitutionnel. Face à des institutions considérées comme peu représentatives, l'organisation d'un référendum d'autodétermination, envisagé comme un processus participatif, est l'une des demandes récurrentes émanant de la société civile. Plébiscitées par l'exécutif catalan, ces consultations populaires aux résultats pourtant mitigés, comme celle du 9 novembre 2014, tendent à polariser le débat générant une perception conflictuelle de l'identité et laissent entrevoir certaines fractures au sein de la société catalane. On peut

---

<sup>9</sup> « Via lliure a la Republica Catalana ».

observer en ce sens une progression de la formation de centre droit *Ciudadanos* dont le nom appelle également à une prise de position citoyenne. Créée en 2006 à Barcelone par Albert Rivera afin de s'opposer aux politiques nationalistes de la *Generalitat*, elle obtient 25 sièges au Parlement autonome lors des élections de 2015.

Les positions pour ou contre l'indépendance deviennent plus tranchées alors que dans le même temps, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy refuse la négociation et s'oppose catégoriquement à ce type de consultations déclarées illégales par le Tribunal constitutionnel. Par ailleurs, des sanctions sont prises à l'encontre du président de la *Generalitat* pour avoir permis l'organisation de ce référendum. Quant à la nouvelle présidente du Parlement catalan élue en octobre 2015, Carme Forcadell, l'ancienne dirigeante de l'ANC et figure de proue des manifestations géantes pour l'indépendance, elle est menacée de poursuites pénales pour « désobéissance grave » et de révocation pour avoir permis l'examen puis l'adoption par les députés d'une résolution qui lance le processus visant à créer une République de Catalogne indépendante de l'Espagne. Dans un tel contexte, il s'avère indispensable de comprendre le fonctionnement du discours institutionnel afin de saisir le rapport qui s'instaure entre les nouveaux modes d'activité protestataire et la sphère politique ainsi que les interactions qui se mettent en place. Une étude des discours et interventions d'Artur Mas permet d'orienter notre réflexion sur une analyse des ressorts émotionnels et des arguments convoqués au cours de ce cycle de mobilisations tout en prenant en considération le positionnement et les réponses apportées par le gouvernement de Mariano Rajoy.

## **2. Les enjeux du discours institutionnel**

Au cours d'une période chargée sur le plan électoral avec la convocation d'un référendum en novembre 2014 et la programmation d'élections autonomiques anticipées en septembre 2015, le discours politique d'Artur Mas s'articule principalement autour de deux axes : un appel réitéré à l'engagement citoyen et la construction d'un récit national, lequel s'appuie essentiellement sur le rappel d'une histoire commune au peuple catalan en cherchant à mettre en évidence une différenciation avec le reste de l'Espagne. Les choix mémoriels opérés ont une résonance au niveau de l'imaginaire collectif catalan, et visent à consolider les fondements de l'identité commune. Parmi les moments historiques privilégiés, l'évocation de la prise de Barcelone par les troupes de Philippe V, le 11 septembre 1714, occupe une place centrale, notamment en 2014 avec la commémoration du Tricentenaire de cette défaite. « La

défense héroïque de la ville de Barcelone » lors de cette dernière bataille de la Guerre de Succession est mise en avant et, à travers une sorte de filiation symbolique, « nous sommes les fils de 1714 », Artur Mas établit un lien entre cette résistance face à « l'absolutisme homogénéisateur, vainqueur de la guerre et qui voulut anéantir notre identité, notre langue et nos us et coutumes<sup>10</sup> » et la contestation populaire actuelle. Bien qu'implicite, un rapprochement est effectué avec l'attitude du gouvernement de Mariano Rajoy, et la critique à son encontre semble à peine voilée. Par ailleurs, cette référence, instrumentalisée, permet également de nourrir un récit historique de l'oppression. À plusieurs reprises, Artur Mas associe cette date à « la perte de nos institutions, de nos droits, de notre Constitution, de nos libertés<sup>11</sup> ». Le lien entre passé et présent est affirmé témoignant d'une continuité dans les revendications : « En trois siècles, il s'est passé beaucoup de choses. À l'heure actuelle, nous traversons encore de nombreuses difficultés, éprouvantes pour beaucoup de personnes, pour nos compatriotes. Les difficultés ont été et continuent à être si importantes et les obstacles si puissants que nous aurions pu disparaître de la scène internationale. Mais heureusement, cela ne s'est pas produit : la nation catalane est bien vivante, nous avons un pays et nous, les sept millions et demi de catalans, nous nous préparons de façon démocratique, civique et pacifique à décider de notre futur collectif<sup>12</sup> ».

Cette rhétorique victimiste laisse cependant la place à un ton plus combatif lorsque, dans ce même discours prononcé la veille de la *Diada* 2014, est évoqué « l'esprit constructif et modernisateur de la *Mancomunitat* ». Artur Mas met en avant les avancées politiques et administratives de cette institution créée en 1914 qui regroupe les quatre provinces catalanes (Barcelone, Tarragone, Lérida et Gérone), et dont l'objectif, dans un premier temps, est de parvenir à une décentralisation administrative et de favoriser une politique de progrès économique et culturel. En effet, l'une des tâches prioritaires que se donne la *Mancomunitat* concerne le développement des activités culturelles et linguistiques. En ce sens, de nombreux efforts sont faits pour encourager l'enseignement du catalan, pour ouvrir des bibliothèques et pour soutenir les activités de l'Institut d'études catalanes. Par ailleurs, en 1918 la *Mancomunitat*, sous la présidence d'Enric Prat de la Riba auquel Artur Mas rend un hommage appuyé, lance une campagne en faveur du Statut d'autonomie de la Catalogne. Le projet, approuvé par 98% des citoyens catalans consultés, aboutit en 1919. Très rapidement, avec

---

<sup>10</sup> MAS, Artur, « Missatge institucional del president de la Generalitat amb motiu de la Diada Nacional de Catalunya 2014 », discours du 10 septembre 2014.

<sup>11</sup> MAS, Artur, « Discurs del president Mas en la celebració del centenari de la Mancomunitat », discours du 6 avril 2014.

<sup>12</sup> *In*, « Missatge institucional del president de la Generalitat amb motiu de la Diada Nacional de Catalunya 2014 », op.cit.

l'instauration de la dictature de Miguel Primo de Rivera, la *Mancomunitat* est cependant contrainte de cesser ses activités et le Statut est abrogé en 1925. Il n'en pas reste pas moins que cet héritage est revendiqué avec force par Artur Mas dans ce contexte de pré-campagne électorale pour le référendum du 9N : « Nous sommes également les fils de 1914 qui en définitive représente d'un point de vue politique et institutionnel la première tentative de récupération de certaines modalités d'autogouvernement<sup>13</sup> ».

Loin de chercher à exposer et à développer les fondements théoriques de sa propre conception de la nation et de l'identité, Artur Mas privilégie dans son discours l'évocation de ces événements historiques considérés comme fondateurs pour le catalanisme et auxquels il fait référence pour légitimer son projet politique, comme en témoignent ses propos lors de la conférence prononcée à l'Auditorium de Barcelone le 25 novembre 2014, deux semaines après la consultation populaire du 9N :

« La volonté d'autogouvernement de la Catalogne n'est pas le fruit d'une lubie passagère, elle s'inscrit au contraire dans une continuité historique. [...] L'aspiration à nous gouverner nous-mêmes est une constante de notre histoire collective et elle est aussi valable pour la Catalogne du début du siècle, avec deux millions de personnes, et une faible immigration que pour la Catalogne actuelle, avec sept millions et demi de personnes dont la plupart sont originaires des autres régions de l'Espagne<sup>14</sup> ».

Des justifications d'autant plus nécessaires que les résultats du référendum indépendantiste sont mitigés dans la mesure où la participation n'atteint pas les 40%, même si 80% des personnes qui se sont exprimées ont répondu « oui » aux deux questions : « Voulez-vous que la Catalogne soit un État ? et « Voulez-vous que cet État soit indépendant ? ». Cette première consultation populaire révèle une société catalane divisée malgré l'extraordinaire mobilisation médiatique en faveur du « oui » au processus indépendantiste.

En s'appuyant sur la mémoire collective, le discours se veut rassembleur et répond dans ce contexte de crise économique et sociale à la nécessité de créer une fusion interne tout en se donnant des objectifs communs : « Il est nécessaire de connaître notre histoire pour rappeler à quel point sont profondes les convictions démocratiques du peuple catalan »<sup>15</sup>. Dans la même optique, une autre des périodes clés évoquées à maintes reprises est la Deuxième République espagnole au cours de laquelle la Catalogne obtient son Statut

---

<sup>13</sup> In, « Missatge institucional del president de la Generalitat amb motiu de la Diada Nacional de Catalunya 2014 », op.cit.

<sup>14</sup> MAS, Artur, « Després del 9N: temps de decidir, temps de sumar », conférence du 25 novembre 2014.

<sup>15</sup> In, « Missatge institucional del president de la Generalitat amb motiu de la Diada Nacional de Catalunya 2014 », op.cit.

d'Autonomie le 9 septembre 1932. Il s'agit de rappeler la forte tendance républicaine du nationalisme catalan opposé au franquisme. L'évocation récurrente de figures emblématiques du républicanisme telles que celles de Francesc Macia, qui proclame la République Catalane dès 1931, de Lluís Companys<sup>16</sup>, qui lui succède à la tête de la *Generalitat* de 1934 à sa mort, ou de Josep Tarradellas, le président de la *Generalitat* en exil de 1954 à 1977, vise à inscrire le projet politique d'Artur Mas dans une forme de continuité historique. Il s'agit par ailleurs d'hommes politiques qui, dans l'imaginaire collectif, sont associés au combat contre la répression de l'identité catalane pendant la guerre civile et le franquisme. Ces références s'apparentent une nouvelle fois à une quête de légitimité vis-à-vis du pouvoir étatique à un moment où la *Generalitat* est accusée d'agir en dehors de la légalité en vigueur et du cadre constitutionnel de l'État espagnol. Toutefois, il convient de signaler que les mouvements indépendantistes n'ont pas intégré de façon systématique dans leurs revendications la création d'une République catalane. Ce n'est que récemment, suite aux élections de septembre 2015, que cette demande est devenue plus explicite avec la résolution votée en novembre 2015 au Parlement catalan. Ce texte prévoit le lancement du processus menant à la création d'une République de Catalogne au plus tard en 2017, et définit les différentes étapes à suivre pour y parvenir. La cour constitutionnelle a cependant suspendu la résolution du Parlement catalan et, à la demande du gouvernement central, cette décision a été notifiée personnellement à plusieurs dirigeants politiques catalans dont Artur Mas et Carme Forcadell qui s'exposent à des poursuites pénales pour « sédition » et désobéissance.

Perçus comme des actes de défiance vis-à-vis du pouvoir étatique, l'organisation du 9N ou le vote de cette résolution contribuent à renforcer l'impression de rupture entre la *Generalitat* et le gouvernement de Mariano Rajoy alors même que la Catalogne semble désormais se trouver dans une impasse politique. La question est de savoir sur quel type d'arguments s'appuie Artur Mas pour justifier son positionnement dans une situation de quasi-blocage institutionnel où la légalité est mise en péril. Force est de constater qu'il ne cherche pas à développer les fondements idéologiques de son action politique mais qu'il choisit d'avoir recours à des arguments d'ordre émotionnel destinés principalement à exploiter la dimension affective de l'engagement citoyen. Il s'agit d'un discours presque exclusivement centré sur la question de l'indépendance et les modalités pour y parvenir, et dans lequel les questions de politique générale sont rarement abordées, suscitant les reproches de la CUP qui réclame davantage de mesures sociales.

---

<sup>16</sup> Exilé en France après la guerre civile, Lluís Companys est livré par la Gestapo au régime franquiste. Il est exécuté à Montjuïc et meurt au cri de « pour la Catalogne ».

Ainsi des interventions publiques du président de la *Generalitat* sont toujours programmées avant et après les grandes manifestations populaires organisées lors de la fête nationale du Onze Septembre. Dans le premier cas, il s'agit d'encourager la participation citoyenne au cours de ces journées de protestation : « Dans ce moment décisif pour la Catalogne, une fois de plus sous le regard attentif et peut-être même curieux du monde entier, je vous invite toutes et tous à donner la meilleure image de notre pays : une Catalogne accueillante, civique, cultivée, respectueuse, tolérante et intégratrice »<sup>17</sup>. À noter que ce discours n'essaie ni de convaincre, ni de rassurer toute une partie de la société catalane indécise voire opposée au processus souverainiste, et pose comme une évidence que l'ensemble des catalans sont favorables à l'indépendance, d'où l'utilisation fréquente d'un « nous » collectif : « Nous, les sept millions et demi de Catalanes et de Catalans, nous nous préparons de façon démocratique et civique pour décider de notre futur collectif », « Nous voulons voter », « Nous aspirons à un futur meilleur »<sup>18</sup>.

Lorsqu'il dresse le bilan de ces journées de contestation, Artur Mas met en avant des émotions positives telles que la fierté et la gratitude associées à l'identité catalane, et insiste sur la visibilité internationale de ces mouvements protestataires : « Cette façon de faire les choses, de manière pacifique, tolérante, respectueuse, positive et même joyeuse, est un message puissant que nous envoyons depuis la Catalogne à l'Europe et au monde entier. Comme président de la Catalogne, je vous en remercie infiniment<sup>19</sup> ». L'ampleur de la mobilisation constitue en elle-même un message adressé à la communauté internationale, un argument en réponse aux incertitudes concernant la possibilité pour une Catalogne indépendante d'intégrer l'Union européenne. Or Bruxelles estime de longue date que la sécession d'une région faisant jusqu'alors partie d'un État membre entraîne automatiquement sa sortie du bloc<sup>20</sup>. Ces éléments du débat ne sont pas explicités dans ces discours, ce qui suscite les critiques de Mariano Rajoy, lequel, s'adressant directement aux dirigeants politiques catalans lors d'une intervention au Congrès des députés dénonce un manque d'information, voire une manipulation de leur part sur ces questions :

---

<sup>17</sup> In, « Missatge institucional del president de la Generalitat amb motiu de la Diada Nacional de Catalunya 2014 », op.cit.

<sup>18</sup> In, « Missatge institucional del president de la Generalitat amb motiu de la Diada Nacional de Catalunya 2014 », op.cit.

<sup>19</sup> MAS, Artur, « Compareixença del president després de la “V” catalana », discours du 11 septembre 2014.

<sup>20</sup> Sur cette question, la Commission européenne se réfère depuis 13 ans à la « doctrine Prodi ». Cette position juridique établit le principe selon lequel un État né d'une sécession au sein de l'UE ne serait pas automatiquement considéré comme faisant partie de l'Union. Selon cette décision, une Catalogne « indépendante » devrait engager un nouveau processus d'adhésion afin de devenir membre de l'UE (« La Comisión insiste : “Quien se separa se queda fuera de la UE y marginado” », *El País*, 4 novembre 2012, [elpais.com/politica/2012/11/04/actualidad/1352058038\\_931387.html](http://elpais.com/politica/2012/11/04/actualidad/1352058038_931387.html), consulté le 3 janvier 2022.

« Je ne voudrais pas terminer cette intervention sans parler de ce dont vous ne parlez pas : des conséquences de ce que vous proposez pour les citoyens catalans. [...] Vous proposez un futur idyllique où tout se passe bien ; les inconvénients ne sont à aucun moment mentionnés. Je crois que lorsque quelqu'un veut parler sérieusement, il doit présenter les avantages et les inconvénients. Nous ne savons rien de ces derniers, vous n'expliquez même pas – j'insiste, que la Catalogne serait plus pauvre, qu'elle sortirait *sine die* de la zone euro, qu'elle serait exclue de l'ONU et des traités internationaux. Avez-vous expliqué aux citoyens catalans qu'ils perdraient leurs droits en tant que citoyens espagnols ? Leur avez-vous expliqué qu'ils perdraient leurs avantages en tant que ressortissants européens, entre autres les fonds communautaires, les subventions agricoles, et qu'ils seraient également exclus du Marché Unique, avec tout ce que cela implique pour une économie aussi dynamique que celle de la Catalogne dans un contexte de mondialisation<sup>21</sup> ».

Dans un premier temps, l'attaque est frontale et met en avant les carences du discours indépendantiste. Puis, interpellant directement les citoyens catalans par le biais de questions oratoires, le chef du gouvernement réactive le registre de la peur de l'instabilité et des difficultés économiques en lien avec une Catalogne hors des institutions européennes et détachée de l'Espagne.

Pourtant, force est de constater que la reconnaissance d'un futur État catalan par la communauté internationale constitue l'une des préoccupations majeures des dirigeants catalans. Plusieurs démarches sont entreprises en ce sens, notamment au moment de la préparation des élections autonomiques du 27 septembre 2015. L'exécutif catalan plaide ainsi sa cause auprès des Parlements du Danemark, d'Irlande ou de Belgique et rencontre des élus de la chambre des représentants des États-Unis. Un délégué permanent auprès de l'Union Européenne est également nommé. Dans la même optique, un secrétariat aux « Affaires étrangères, aux relations institutionnelles et à la transparence », chargé de recueillir des soutiens à l'étranger en vue de l'organisation d'un nouveau référendum d'autodétermination, est créé début 2016. Au-delà de la violence verbale, la stratégie de la confrontation entre le Gouvernement central et la *Generalitat* se transpose alors, une fois de plus, sur le plan judiciaire. La Cour constitutionnelle déclare ce secrétariat inconstitutionnel au motif que « les affaires étrangères » relèvent exclusivement de la compétence de l'État espagnol. Depuis 2014, l'ensemble des décisions et résolutions prises par l'exécutif ou le parlement catalans en lien avec l'organisation du processus indépendantiste ont fait l'objet de recours systématiques par le gouvernement central et ont été annulées par le Tribunal constitutionnel. L'argument principal avancé à maintes reprises par Mariano Rajoy est celui de la légalité et du respect de

---

<sup>21</sup> RAJOY, Mariano, « Iniciativa para el referéndum en Cataluña », discours du 8 avril 2014.

la Constitution, « une réalité incontournable » face à laquelle, dit-il, « il est inutile de dissimuler les revendications derrière la ferveur populaire<sup>22</sup> », faisant allusion à la stratégie développée par Artur Mas et à son instrumentalisation de l'engagement citoyen. Face à ces critiques, le président de la *Generalitat* pose comme une condition nécessaire « la cohérence et l'harmonie dans les rapports entre les citoyens et les institutions<sup>23</sup> » et dénonce le mépris et le manque de considération du pouvoir étatique à l'égard de la mobilisation citoyenne : « Un État qui a méprisé les premières grandes mobilisations de la société catalane favorable au droit de décider, et qui a continué à les ignorer alors qu'elles prenaient de l'ampleur. Un État [...] qui, dans le même temps, méprisait la majorité parlementaire favorable au droit de décider<sup>24</sup> ». Le « droit de décider », un argument central du discours indépendantiste, renvoie dans ce contexte au droit à l'autodétermination et, associé à la thèse de la spoliation fiscale, « l'Espagne nous vole », a un impact mobilisateur extraordinaire auprès de la société civile. La radicalité du projet indépendantiste s'exprime dans ces arguments qui, présentés comme des vérités indiscutables, et à aucun moment remis en question ou étayés, agissent comme de véritables mots d'ordre.

L'escalade verbale entre Madrid et Barcelone s'intensifie au fil des discours, et ne laisse, de part et d'autre, aucune place au dialogue ni à la négociation, chacun ayant décidé de camper sur ses positions. L'implication affective au sujet de la question catalane renforce le niveau de conflictualisation. On en voudra pour preuve la campagne électorale pour les élections anticipées du 27 septembre 2015 au cours de laquelle Artur Mas accuse le gouvernement du Parti populaire d'être atteint de « myopie politique » et de manquer de « hauteur de vue ». Il cible directement « les institutions de l'État et le gouvernement espagnol » et, faisant référence à la journée de protestation du 11 septembre 2015, leur demande « de prendre note de ce qu'ils ont vu ». « Les images parlent d'elles-mêmes. Il ne faut rien ajouter<sup>25</sup> », affirme-t-il. Artur Mas utilise la capacité de rassemblement des Catalans pour disqualifier les prises de position du gouvernement central à l'égard du processus indépendantiste, et exiger un changement de la législation en vigueur pour, dit-il, « mettre les lois au service de la démocratie »<sup>26</sup>. Cette stratégie argumentative témoigne des rapports qui s'instaurent entre les pratiques contestataires issues de la société civile et le champ politique. L'imbrication est évidente comme le montrent les photos de la manifestation postées sur les

---

<sup>22</sup> RAJOY, Mariano, « Sobre la consulta catalana », discours du 29 septembre 2014.

<sup>23</sup> *In*, « Després del 9N: temps de decidir, temps de sumar », op. cit.

<sup>24</sup> *In*, « Després del 9N: temps de decidir, temps de sumar », op. cit.

<sup>25</sup> MAS, Artur, Déclaration institutionnelle du chef du Gouvernement, 11 septembre 2015.

<sup>26</sup> *In*, Déclaration institutionnelle du chef du Gouvernement, op. cit.

réseaux sociaux le jour du lancement de la campagne électorale, accompagnées du slogan « Nous l’obtiendrons<sup>27</sup> » et du logotype de la coalition *Junts pel Sí*. De son côté, le nouveau président de l’ANC, Jordi Sánchez, prône « la désobéissance civile » comme seul moyen de se faire entendre des autorités madrilènes. Portant sur le seul thème de l’indépendance, ces élections régionales anticipées témoignent d’une tension croissante sur la question identitaire et suscitent au sein de la classe politique espagnole des réactions d’indignation à l’image de celle de Felipe González, l’ancien chef du gouvernement socialiste de 1982 à 1996. Dans une tribune<sup>28</sup> publiée dans *El País* et intitulée « *A los catalanes* », il prie les électeurs catalans de « ne pas se laisser entraîner dans une aventure illégale et irresponsable mettant en danger la paix civile » et dénonce le risque de « fracture » au sein de la société catalane. Ses critiques ciblent à la fois le président de la *Generalitat* en l’accusant « de mentir aux indépendantistes » mais aussi « l’immobilisme du gouvernement de la nation fermé au dialogue et aux réformes ». C’est à une véritable passe d’armes que se livrent Felipe González et Artur Mas par médias interposés. Le quotidien *El País* publie, en effet, une réponse à la tribune de Felipe González intitulée « *A los españoles*<sup>29</sup> » signée par Artur Mas et les dirigeants de la coalition *Junts pel Sí* dans laquelle ils l’accusent d’écrire « des pamphlets incendiaires », d’être « peu responsable » et de faire preuve de « beaucoup d’audace » pour oser donner « des leçons de démocratie aux Catalans », lesquels sont présentés comme des victimes de l’État espagnol : « Nous sommes des peuples frères mais il est impossible de continuer à vivre ensemble en subissant des insultes, des maltraitances et des menaces alors que nous ne demandons que le respect de la démocratie et de notre dignité ».

Cette violence verbale des dirigeants politiques catalans et madrilènes tout comme les nouveaux modes d’activité protestataire issus de la société civile contribuent à amplifier une stratégie de la confrontation devenue permanente. Ainsi la position politique de Mariano Rajoy reste inchangée comme en témoigne son discours<sup>30</sup> prononcé suite à la résolution votée par le Parlement catalan en novembre 2015 qui vise la création d’une République indépendante de Catalogne. Il dénonce l’insoumission aux institutions de l’État espagnol et réitère le même type d’arguments se posant comme le défenseur de l’unité espagnole sans faire de propositions susceptibles d’apaiser les formations indépendantistes. L’idée d’une réforme constitutionnelle est à nouveau écartée. Entre dérive séparatiste de la *Generalitat* et

---

<sup>27</sup> NOGUER, Miquel, « Mas alimenta el choque con el PP para mantener la tensión de la Diada », *El País*, 13 septembre 2015.

<sup>28</sup> GONZALEZ, Felipe, « A los catalanes », *El País*, 31 août 2015.

<sup>29</sup> MAS, Artur, « A los españoles », *El País*, 6 septembre 2015.

<sup>30</sup> RAJOY, Mariano, « Sobre la declaración INDEPENDENTISTA del Parlamento catalán », 11 novembre 2015.

dérive autoritaire du gouvernement de Mariano Rajoy qui n'oppose qu'une réponse juridique, cette crise génère une spirale d'instabilité politique. Force est de constater que l'investiture de Carles Puigdemont à la tête de l'exécutif catalan en janvier 2016 ne permet pas d'engager une nouvelle dynamique politique. Face à l'immobilisme de Mariano Rajoy, la stratégie d'action reste inchangée avec la convocation d'un nouveau référendum le 1<sup>er</sup> octobre 2017 au nom de « la légitimité populaire » et l'utilisation d'une rhétorique émotionnelle qui nourrit l'hostilité envers le pouvoir étatique alors que plusieurs dirigeants séparatistes sont incarcérés sous le chef d'accusation de sédition. La question se pose donc de la pertinence de ces modes de fonctionnement, notamment le recours au référendum dans un contexte de remise en cause du modèle territorial hérité de la Transition, considéré comme l'un des fondements de la démocratie espagnole. Au-delà des revendications indépendantistes, cette crise politique majeure pose, en effet, le problème des limites du cadre constitutionnel de 1978. En opposant défenseurs de l'État de droit et partisans de la légitimité démocratique catalane, le référendum, certes plébiscité par l'opinion publique, n'en demeure pas moins un outil démocratique controversé qui conduit à une polarisation du débat et ne permet pas d'aborder cette question dans toute sa complexité. Par ailleurs, à aucun moment ne sont envisagées d'autres alternatives dans le but de débloquer cette situation comme la possibilité d'un référendum négocié et la mise en place des voies juridiques permettant de l'organiser ou la prise en compte par les autorités catalanes de facteurs censés accorder une légitimité à cette consultation tels qu'un taux de participation minimum, des précisions sur le corps électoral ou une validation par les instances internationales. Ainsi ni Madrid, ni Barcelone ne sortent vainqueurs du référendum du 1<sup>er</sup> octobre 2017. Quant à la société catalane, elle est plus que jamais fracturée avec un électorat qui reste divisé en deux. Face au délitement de la vie politique et à la désaffection institutionnelle, ces pratiques témoignent de la volonté des gouvernants d'établir un rapport direct avec la population en privilégiant une communication personnelle que les médias modernes ont rendue particulièrement aisée tout en laissant entrevoir un renouveau de l'engagement citoyen avec une société civile devenue à la fois le cœur et l'enjeu des revendications.

## **Bibliographie**

BALFOUR, Sébastián, QUIROGA, Alejandro, *España reinventada. Nación e identidad desde la Transición*, Ediciones Península, Barcelone, 2007.

BARON, Nacima et LOYER, Barbara (dir.), *L'Espagne en crise(s). Une géopolitique au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 2015.

CAGIAO Y CONDE, Jorge et MARTIN Vianney (dir.), *Federalismo, autonomía y secesión en el debate territorial español*, Paris, Le Manuscrit, 2015.

CHOMSKY, Noam, HERMAN, Edward, *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 2009.

DENIS-CONSTANT, Martin, *L'identité en jeux : pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, Karthala, 2010.

FAURE, Alain et NÉGRIER Emmanuel (dir.), *La politique à l'épreuve des émotions*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica », 2017.

FERNÁNDEZ GARCÍA, Alicia et PETITHOMME, Mathieu (dir.), *Les nationalismes dans l'Espagne contemporaine (1975-2011)*, Paris, Armand Colin, 2012.

FERNÁNDEZ GARCÍA, Alicia et PETITHOMME, Mathieu (dir.), *Contester en Espagne. Crise démocratique et mouvements sociaux*, Paris, Demopolis, 2015.

GONZÁLEZ, Felipe, « A los catalanes », *El País*, 31 août 2015.

JULIÁ, Santos, « Catalanes en España », *El País*, 13 juillet 2015.

MAS, Artur, « Discurs del president Mas en la celebració del centenari de la Mancomunitat », discours du 6 avril 2014.

MAS, Artur, « Missatge institucional del president de la Generalitat amb motiu de la Diada Nacional de Catalunya 2014 », discours du 10 septembre 2014.

MAS, Artur, « Compareixença del president després de la “V” catalana », discours du 11 septembre 2014.

MAS, Artur, « Després del 9N: temps de decidir, temps de sumar », conférence du 25 novembre 2014.

MAS, Artur, « A los españoles », *El País*, 6 septembre 2015.

MAS, Artur, Déclaration institutionnelle du chef du Gouvernement, 11 septembre 2015.

MAURICE, Thierry, *La Transition démocratique. L'Espagne et ses ruses mémorielles (1976-1982)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Mondes hispanophones », 2013.

RAJOY, Mariano, « Iniciativa para el referéndum en Cataluña », discours du 8 avril 2014.

RAJOY, Mariano, « Sobre la consulta catalana », discours du 29 septembre 2014.

RAJOY Mariano, « Sobre la declaración independentista del Parlamento catalán », 11 novembre 2015.